

Une première grande victoire des mobilisations

Brésil : les gouvernements étatiques et les municipalités font marche arrière avec les hausses du prix du transport

Le processus de mobilisations contre l'augmentation du prix des transports en commun (trains, métro et bus), qui a éclaté il y a quelques jours et s'est propagé dans tout le pays (São Paulo, Rio de Janeiro et plusieurs capitales et grandes villes de l'intérieur), vient d'obtenir une première grande victoire : les gouvernements étatiques¹ et les municipalités ont fait marche arrière et ont annulé les récentes augmentations. Le PSTU² et la LIT-QI ont participé activement à ce processus de mobilisation dans laquelle des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, et ils célèbrent cette première victoire avec une grande joie.

Ce n'est pas le seul triomphe. Le Congrès brésilien se réunira en session extraordinaire lors de la pause hivernale – un événement sans précédent au cours des dernières années – pour discuter d'un ordre du jour proposé par le président Renan Calheiros³ dans un « discours enflammé ». Comme première étape de cette initiative, une proposition du gouvernement pour amender la Constitution, la PEC 37,⁴ a été rejetée à une écrasante majorité. C'était une des revendications les plus importantes des manifestations. Le « passe libre » – le transport en commun gratuit pour les étudiants – sera également abordé lors de ces sessions extraordinaires. Cela met en évidence la crainte du système politique bourgeois brésilien, face à la force des manifestations, ainsi que sa politique d'octroi de concessions pour tenter d'y mettre un frein.

Les manifestations ont débuté et ont pris de l'ampleur de façon apparemment inattendue dans un pays qui semblait être « calme » et qui était resté en dehors du processus mondial de mobilisations et de luttes. Nous sommes en présence d'un grand processus de mobilisation, jusqu'à présent essentiellement populaire et des jeunes. Il s'agit d'une nouvelle génération qui s'incorpore à la lutte et commence à écrire sa part de l'histoire. Les sondages indiquent que, pour plus de 75 % des gens mobilisés, c'est la première fois qu'ils descendent dans la rue. Et 94 % d'entre eux n'appartiennent à aucun parti politique. Les protestations commencent maintenant à se propager dans les quartiers les plus pauvres et dans la banlieue des grandes villes.

De toute évidence, quelque chose a changé au Brésil, après presque deux décennies de « tranquillité ». Non seulement en raison de la massivité des manifestations, mais aussi parce que celles-ci ont mis en échec l'union sacrée entre les gouvernements, les partis et la presse bourgeoise et l'ont fait reculer. Dans les prochains mois, il va devenir plus clair, quelle est la profondeur de ce changement et quel sera son impact dans l'avenir. En particulier, la question est de savoir si la classe ouvrière organisée entrera pleinement au processus, ou non.

Mais il est clair que rien ne sera comme avant dans le pays. Face aux protestations, le système politique était pratiquement paralysé. Les gouverneurs – comme Geraldo Alckmin de São Paulo, du PSDB⁵, l'opposition de droite au niveau national – et les maires – comme Fernando Haddad de la ville de San Paulo, du PT, le Parti des Travailleurs –, qui avaient appliqué l'augmentation des tarifs et ordonné la répression, ont eu à payer le coût politique et l'usure les plus importants. Mais l'usure atteint aussi le gouvernement fédéral de la présidente Dilma Rousseff (du PT). Celle-ci – huée lors de l'inauguration de la Coupe des Confédérations – semblait jusqu'à présent « blindée » contre les effets de la crise économique, l'inflation ou les scandales permanents de corruption, tout comme l'était son prédécesseur Lula. Ce « bouclier » présente aujourd'hui ses premières fissures. Et des signes évidents de division, concernant la façon d'affronter la montée, commencent à apparaître dans la bourgeoisie, bien que, comme nous l'avons vu, tous les secteurs bourgeois sont d'accord à accepter des concessions dans l'immédiat.

De la criminalisation de la protestation au recul et aux appels à « la paix »

Les différents gouvernements et la presse bourgeoise – comme le puissant réseau *Globo* et le quotidien *Estado de São Paulo*, qui publiait un éditorial intitulé « Il est temps de dire assez ! » aux manifestations – avaient initialement la politique d'attaquer le mouvement pour justifier une répression policière très sévère. Les manifestants étaient « des vandales » et il fallait « une main dure ».

Mais le mouvement persistait et s'étendait, et il était clair qu'il avait le soutien de la majorité de la population. De plus en plus de gens étaient mobilisés et avaient décidé de faire face à la répression. La diffusion en direct des manifestations, ainsi que l'évidence que c'était bien la police militaire – dépendante des gouvernements étatiques – qui provoquait la violence, sans épargner les journalistes, ont eu un effet contraire et ont augmenté le soutien populaire et le nombre de manifestants. La tentative répressive fut vaincue politiquement et ils ont dû changer d'orientation.

Un journaliste de droite, José Luiz Datena, présentateur de l'émission à succès *Brasil Urgente*, a commencé à faire des sondages concernant les manifestations et les a soutenues publiquement quand il s'est avéré que les revendications avaient un large soutien populaire.

De même, les gouvernements des différents partis sont passés de l'orientation répressive à la confusion, puis à « l'appel au dialogue », et ont finalement fait marche arrière concernant la hausse des tarifs. Le gouvernement de Dilma lui-même a

rectifié le tir. Son ministre de la Justice avait déclaré que le gouvernement fédéral ferait tous les efforts pour s'assurer que les gouvernements étatiques contrôlent la situation, c'est-à-dire en envoyant de forces répressives, comme il l'a fait dans l'Etat de Minas Gerais. Mais il a fini par dire qu'il « soutenait les mobilisations démocratiques et écoutait leurs demandes » (sic).

Le transport en commun coûte cher et est de mauvaise qualité.

L'élément déclencheur de l'ensemble du processus fut la hausse des tarifs du transport en commun à travers le pays. En elle-même, la hausse était petite (20 cents de réal, soit 7 eurocentimes). Mais c'était la goutte qui a fait déborder le vase.

Les transports en commun au Brésil sont parmi les plus chers au monde. A São Paulo, un voyage en bus ou en métro coûtait l'équivalent de 1,10€ avant la dernière augmentation (1,64€ pour un trajet combiné). Cela donne une dépense mensuelle totale d'environ 75€, soit plus de 40% d'un salaire minimum, ou entre 15 et 20% du revenu de quelqu'un qui gagne entre deux et trois fois ce salaire, ce qui est le cas pour la plupart des travailleurs dans le pays. Et cela, sans compter les personnes dépendantes qui doivent aussi se déplacer. D'autre part, les tarifs ont augmenté bien au-dessus de l'inflation. Par conséquent, selon l'Institut de recherche économique appliquée, il y a 37 millions de personnes qui n'ont pas assez d'argent pour payer le billet du transport en commun et sont obligés de parcourir de longues distances à pied ou en vélo.

En même temps, le transport se détériore de plus en plus, parce que l'urbanisation et la croissance des grandes villes n'ont pas été accompagnées par des investissements dans les transports pour donner une solution à cette demande. Et à cela, il faut ajouter la précarité et la cherté des autres services communs. Les trains et les bus bondés et les retards et les accidents fréquents font partie d'une routine pénible qui se répète deux fois par jour. Puis il y a aussi la lenteur du trafic dans des villes qui se remplissent de plus en plus de voitures, en raison de la promotion de la production automobile au détriment du développement du transport ferroviaire et de métro (moins cher et plus efficace).

Le « tarif zéro » est possible.

A São Paulo, le métro et les trains de banlieue appartiennent à l'Etat. Le transport en bus est confié par sous-traitance à des entreprises privées et représente une source majeure de profit, très convoité par des secteurs en connivence avec le pouvoir public.

Cette activité lucrative dispose, d'une part, d'une entrée quotidienne importante en espèces. Les autobus transportent en moyenne 42 millions de passagers et ont une recette de tickets de 135 millions d'euros par mois (données d'avril 2013). En outre, pour toute l'année 2013, la municipalité aura contribué avec 450 millions d'euros en subventions. A part la subvention directe, les entreprises jouissent également de bénéfices annoncés récemment par le gouvernement fédéral en termes d'exonérations d'impôts et de cotisations sociales.

Le maire de São Paulo, Fernando Haddad, estime que le financement du transport public gratuit dans la ville (le « tarif zéro ») aurait besoin annuellement d'un peu plus de 2 milliards d'euros. Selon les porte-parole du *Movimento Passe Livre* (MPL – le Mouvement pour un *laissez-passer*, un « tarif zéro » dans les transports en commun), ce montant correspond à l'augmentation de la recette d'impôts estimée par la municipalité pour l'année en cours.

En 1990, un projet du PT, présenté par la maire de l'époque, Luiza Erundina, créa le « tarif zéro ». La proposition visait à couvrir le coût du transport public uniquement par l'augmentation progressive des impôts : les riches paieraient pour fournir ce service. Le projet est resté aux archives de la municipalité, et plus jamais le PT n'en a parlé.

Le « tarif zéro », loin d'être une utopie, est tout à fait possible si le transport est envisagé comme ce qu'il est : un droit des gens (et une obligation de l'Etat) qui ne peut pas être dans les mains d'une poignée d'entrepreneurs. En ce sens, **le PSTU défend l'étatisation des transports en commun et la gratuité des tickets**, une proposition qui représenterait une amélioration significative du niveau de vie de millions de personnes.

« Il n'y a pas que les 20 cents »

L'exigence principale était l'annulation de la hausse des tarifs, mais les manifestations reflètent un processus beaucoup plus profond. Sur beaucoup de panneaux, on pouvait lire qu'il « n'y a pas que les 20 cents ». Une grande marmite de mécontentement populaire explose, contre la terrible situation dans les soins de santé et l'éducation publique, répudiant la corruption profonde du système politique et de leurs représentants.

Les grosses dépenses pour les stades et pour l'organisation de la Coupe du Monde de 2014 sont aussi mises en question. Le PT et les autres partis pensaient en tirer profit politiquement, en présentant un « Brésil du premier monde », au milieu d'une débauche de corruption et de profits pour les entrepreneurs amis du gouvernement (comme Eike Batista), y compris la « privatisation » de l'administration de ces stades construits avec l'argent public. Ce faste était choquant, face à la réalité de la vie quotidienne pour la plupart des Brésiliens. Dans un pays qui aime le football, la Coupe du Monde fut répudiée, à l'intérieur et en dehors des stades, lors de la *Coupe des Confédérations* (un avant-goût de la Coupe du monde de 2014) que l'humour populaire a déjà renommée comme la « Coupe des Mobilisations ».

La remise en cause des drapeaux et les attaques des bandes de droite

Lors des manifestations, tout un secteur remet fortement en cause la participation des partis de gauche et d'autres organisations, tels que les syndicats, ainsi que la présence de leurs drapeaux.

Le sujet est important et il faut y prêter attention. Chez un grand nombre de participants, l'attitude antiparti révèle un aspect très positif : la rupture avec les vieux partis (bourgeois et réformistes) du système, responsables de la situation actuelle. Au sein de cette rupture, il y a un élément de confusion lorsqu'on identifie le PT, au gouvernement, avec les « drapeaux rouges » et l'ensemble de la gauche, sans distinguer ceux qui luttent contre le gouvernement et ceux qui font partie de celui-ci.

A cheval sur ce sentiment, des groupes organisés de gangs néo-nazis ont attaqué les colonnes de la gauche dans plusieurs villes, lors des manifestations du jeudi 20 juin, en particulier celles du PSTU, avec des bagarres qui ont laissé plusieurs blessés. Ces attaques n'étaient pas du tout spontanées. Elles étaient promues par des personnages tels que Jair Bolsonaro, un militaire à la retraite et député d'extrême droite. Et plusieurs médias et sites ont appelé à « défendre le caractère non partisan » des mobilisations (et à expulser les organisations de gauche), en disant qu'il ne pouvait y avoir « qu'un seul drapeau », celui du Brésil.

Les néo-nazis – et les secteurs bourgeois qui les soutiennent – ont essayé de s'appuyer sur ce sentiment « antiparti » pour mettre en œuvre des agressions clairement organisées et conçues pour diviser le combat et tenter d'empêcher le PSTU de disputer la direction de ce mouvement et de la montée qui s'annonce, et de donner ainsi une réponse « positive » à la crise des grands partis du système. Le PSTU est le parti à gauche du PT le mieux placé à cet égard, car beaucoup d'exigences formulées par la mobilisation font partie du programme que ce parti met en avant depuis des années, telles que le 10 % du PIB pour l'éducation ou la gratuité des transports en commun. A titre d'exemple, il suffit de constater que, quelques jours plus tôt, l'émission de télévision gratuite du parti avait dénoncé « qu'il y a de l'argent pour la Coupe, et non pour la santé et l'éducation », ce qui était une des revendications centrales de l'ensemble du mouvement.

Revenant à cette tentative de l'extrême droite : Pour vaincre les néo-nazis, il faut une réponse absolument unitaire, dans les médias et dans la rue, non seulement des organisations de gauche, mais aussi de tous les combattants honnêtes de ce processus, y compris les « antiparti ». En ce sens, les déclarations de plusieurs porte-parole du MPL – revendiquant la participation des organisations de gauche et en particulier celle du PSTU – sont très positives.

Le droit et l'obligation d'être présent

D'autre part, il est également nécessaire de faire avancer le dialogue avec ceux qui sont en désaccord avec ces attaques, mais qui considèrent que les drapeaux de la gauche – et les organisations de gauche, en général – sont néfastes ou nuisibles pour le genre de processus qu'ils considèrent comme l'idéal. Nous comprenons leur rejet des partis du système et nous sommes d'accord sur ce point. Nous comprenons aussi leur rejet du PT et de son rôle en tant que parti principal du système dans la dernière décennie. Mais il est nécessaire de faire la distinction entre les « faux » drapeaux rouges et les vrais : ceux des gens qui combattent coude à coude dans les manifestations.

Tout d'abord, la présence des drapeaux du PSTU dans ces mobilisations n'a rien « d'opportuniste ». Ces drapeaux ont été présents dans toutes les luttes progressistes dans le pays au cours des dernières décennies, que ce soit contre la dictature ou contre des gouvernements élus. Le PSTU n'a jamais participé à ces gouvernements qui mettent en œuvre les plans de la bourgeoisie. Et il s'oppose clairement et décidément à eux, bien que ceux-ci se disent « de gauche ». En outre, les exigences générales de ces manifestations correspondent à des propositions programmatiques lancées par le PSTU avant que ces mobilisations n'aient lieu, telles que la réduction des tarifs de transport, le 10 % du PIB pour l'éducation, ou la dénonciation du caractère de la Coupe du Monde. De ce point de vue, ces drapeaux ont, à la fois, le droit et l'obligation d'y être, tout comme ils y étaient depuis le début des manifestations, y compris avant que celles-ci n'étaient de masses.

Deuxièmement, en disant « non aux partis », on mélange tout. On confond les partis contre lesquels on se bat parce qu'ils sont au gouvernement (comme le PT ou le PSDB), avec les partis qui soutiennent et promeuvent les luttes. Les participants aux manifestations, tout comme le peuple en général, doivent savoir quels partis sont d'un côté et quels de l'autre dans cette lutte.

Troisièmement, la proposition « non aux partis » est antidémocratique. Tout le monde doit avoir le droit de décider comment participer aux manifestations, soit individuellement, en tant que partie d'un groupe non partisan, soit intégré dans un parti, etc. Personne ne peut forcer quiconque à adhérer à un parti ou à participer à sa colonne. Mais, en même temps, on ne peut pas nier le droit à s'organiser dans un parti et on ne peut pas forcer quelqu'un à cesser de le faire.

Enfin, disons que le « non aux partis » est source de division et va contre la croissance du processus lui-même de la mobilisation. C'est quelque chose qui est devenu clair quand les néo-nazis (déguisés sous le surnom de « nationalistes » et camouflés avec des drapeaux brésiliens) ont attaqué le PSTU en criant précisément « pas de partis ». Cela montre que cette idéologie non partisane sert, en fin de compte, à la bourgeoisie et au système.

De toute évidence, ce débat ne sera pas résolu rapidement, car les diverses positions répondent à des expériences intenses et distinctes. Nous proposons à tous les militants antiparti honnêtes d'ouvrir un dialogue et un débat sur les meilleures façons d'organiser les luttes, avec la certitude de se rencontrer, combattant dans le même camp contre les injustices du capitalisme et contre les gouvernements qui maintiennent ces injustices.

Comment continuer la lutte

Comme nous l'avons dit, le programme qui a commencé à prendre forme dans cette lutte est beaucoup plus large que la simple annulation de la hausse de 20 cents. Comment répondre à la situation précaire de la santé et de l'éducation publiques ? Comment résoudre le problème de l'inflation et de la cherté des produits alimentaires ? Comment lutter contre les privatisations – telles que celle des aéroports et des stades de football – qui ne feront qu'aggraver la situation, au profit des mêmes entrepreneurs et banquiers, toujours privilégiés ? Comment faire face à la criminalisation des luttes et des mouvements sociaux ? Comment faire face aux agressions de l'extrême droite ?

Pour cela, il est nécessaire, en premier lieu, de formuler un programme commun d'exigences, et de promouvoir l'entrée en scène massive de la classe ouvrière, avec ses méthodes de lutte et d'organisation. Il est donc essentiel d'intégrer au programme les exigences les plus ressenties par les travailleurs et les secteurs populaires appauvris, afin d'élargir la base du mouvement et de renforcer sa capacité de lutte.

Comme l'indique Zé Maria de Almeida, président du PSTU, dans un article récent :

« Il est nécessaire que toutes les organisations de la classe ouvrière assument ce défi et cette tâche. La CSP-Conlutas participe au processus et cherche à mobiliser ses bases en ce sens. En ce moment, les grandes centrales syndicales devraient appeler réellement à une grève générale. Il est maintenant nécessaire que tout le monde soit dans la lutte. Aucune organisation de la classe ouvrière ne peut proposer moins que cela. »

En ce sens, la CSP-Conlutas a lancé la proposition d'une journée nationale de lutte unitaire pour le jeudi 27 juin. Tout aussi important est l'accord de la CSP-Conlutas avec *Força Sindical*⁶ et d'autres centrales pour organiser une journée de grèves le 11 juillet prochain.

En même temps que l'on encourage la lutte concrète et que l'on y participe – une lutte qui, comme nous l'avons vu, peut remporter des victoires –, il faut dire que toutes ces injustices et ces malheurs qui affectent le peuple brésilien sont le résultat du pillage semi-colonial du pays par l'impérialisme, associé aux grands entrepreneurs nationaux, et défendu par tous les gouvernements du système (qu'il soient de droite ou de la fausse « gauche »). Par conséquent, la solution radicale de ces problèmes nécessite une révolution socialiste, pour modifier précisément de façon radicale cette structure semi-coloniale. Dans ce processus, il est essentiel de construire des outils d'organisation de la lutte des travailleurs et des masses, ainsi qu'un parti révolutionnaire qui se propose d'être la direction consciente et cohérente du processus, et dont le PSTU est le projet le plus avancé.

Comme nous l'avons dit, les choses ont changé au Brésil. La tâche principale est maintenant de préparer les réponses ouvrières et socialistes, les organisations de masses et le parti pour lutter pour cette révolution. Pour réaliser le slogan que le PSTU chante dans ses manifestations : *« Ni droite ni PT, je veux voir les travailleurs au pouvoir. »*

La LIT-QI, pour sa part, s'engage à promouvoir à fond la solidarité internationale. Et ses organisations dans d'autres pays participent donc activement de toutes les manifestations de solidarité qui ont eu lieu qui vont encore s'organiser, et les promeuvent. Vive la lutte du peuple brésilien !

Le secrétariat international de la LIT-QI
São Paulo, le 25 juin 2013

¹ La « République fédérative du Brésil » est constituée de 26 Etats fédérés et un District fédéral, qui disposent d'une grande autonomie, chacun ayant sa propre Constitution, sa capitale et un gouverneur.

² Le Parti Socialiste des Travailleurs Unifié est la section brésilienne de la Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale.

³ Du PMDB – *Partido do Movimento Democrático Brasileiro* –, un parti de droite, au gouvernement en coalition avec le PT.

⁴ L'amendement visait à soustraire au *Ministerio publico* – une sorte d'instance d'enquête indépendante – la faculté d'enquêter sur les cas de corruption, et à transférer cette prérogative à la police civile et la police militaire. Cela était considéré comme une tentative d'amadouer ces enquêtes.

⁵ Le *Partido da Social Democracia Brasileira*, un parti qui se dit « de centre gauche ».

⁶ *Força Sindical* est une des deux grandes centrales syndicales du Brésil, l'autre étant la *Central Única dos Trabalhadores* (CUT). Son président, Paulo Pereira da Silva, alias Paulinho, du *Partido Democrático Trabalhista* (PDT), est député fédéral pour l'Etat de São Paulo.